

Nouvelles pressions sur les réfugiés burundais en Tanzanie pour rentrer chez eux

@rib News, 06/07/2019 Source The Associated Press Le nouveau président Evariste Ndayishimiye est désormais étroitement surveillé en cas de rupture avec son prédécesseur, dont le régime est tombé en pression ces dernières années. Lors de sa prestation de serment, Ndayishimiye a déclaré que « les Burundais devraient parler librement. Les Burundais devraient pouvoir s'écouter, mais les étrangers ne devraient pas être autorisés à dicter quoi faire. »

Il a invité tous les exilés à revenir et à construire une nouvelle nation. Peu de temps après, le directeur tanzanien du ministère des Réfugiés a visité des camps burundais dans l'ouest de la Tanzanie, où il en reste près de 200 000, ont déclaré des Réfugiés à l'Associated Press. « Il a transmis un message : retournez dans votre pays, il y a la paix maintenant », ont expliqué les Réfugiés. Ils ont déclaré que le responsable, Sudi Mwakibasi, a exhorté les Réfugiés à accepter l'offre du nouveau président et à rentrer chez eux et à participer au développement du pays. Une coalition de défenseurs des droits humains Réfugiés a dénoncé la position du responsable tanzanien. « Nous ne sommes pas assurés par la nouvelle équipe gouvernementale », a déclaré Léopold Sharangabo, vice-président de la coalition. Il a noté la nouvelle nomination au Burundi d'un Premier ministre, Alain Guillaume Bunyoni, sous le coup des sanctions américaines pour son rôle présumé dans les violations des droits. Il a qualifié l'accord d'insulte aux Réfugiés : « Les personnes nous ont harcelés, assassinés, torturés et nous ont forcés à l'exil. Comment peut-on nous demander de retourner sous leur régime ? » Il a demandé : « Le danger que nous avons fui est toujours là », a expliqué un autre Réfugié, Apollinaire Makokwe. Sharangabo a accusé les autorités tanzaniennes d'avoir détruit des marchés dans les camps dans le passé pour faire partir les gens. Certains Réfugiés ont noté qu'une demande des autorités tanzaniennes était normalement une ordonnance. Même avant le changement de pouvoir du Burundi, le président de la Tanzanie, John Magufuli, a déclaré que les Réfugiés devraient rentrer chez eux et affirmer que le pays était calme. Le gouvernement de la Tanzanie a par la suite nié l'expulsion des Réfugiés. Edward Ogolla, porte-parole de l'agence Nations Unies pour les Réfugiés en Tanzanie, a déclaré dans un e-mail : « Nous nous attendons à ce que les Réfugiés soient appelés du Burundi pour rentrer chez eux de hauts responsables gouvernementaux en Tanzanie et au Burundi. Le HCR maintient sa position selon laquelle tout retour doit être volontaire et doit être le résultat d'un choix libre et éclairé des Réfugiés. » Ogolla a déclaré que le HCR continuera de faciliter le rapatriement librement consenti des Réfugiés burundais et que 85396 sont rentrés depuis septembre 2017.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});